

## Lensois : un diagnostic sans concessions sur l'état de santé dans le bassin minier

François Grabarz, 64 ans, médecin généraliste est un enfant de la mine. Il a embrassé sa carrière à Liévin en 1973 avant de la clore au même endroit 41 ans plus tard. Il vient de collaborer à l'édition du rapport de l'Association des communes minières sur l'état de santé du bassin minier.



*Le docteur François Grabarz a collaboré au rapport qui vient d'être publié.*

### **La Voix du Nord : un rapport sur l'état de santé dans le bassin minier a été commandé par l'ACM, pourquoi ?**

François Grabarz : « Le rapport a été commandé à l'**ORS (Observatoire régional pour la santé)** Il a concerné le bassin minier Nord – Pas-de-Calais, plus particulièrement le territoire des six communautés d'agglomération concernées (Lens-Liévin, Hénin-Carvin, Béthune-Bruay, Nœux-les-Mines, Douai, Valenciennois et la porte du Hainaut). En tant que médecin, je ne peux que me réjouir du critère général qui a été choisi pour servir de base, le seul qui compte à mes yeux, celui de la mortalité. Il était nécessaire d'en arriver là à un moment où les chiffres de la santé qui sont régulièrement mis à jour ne distinguent pas les fortes disparités entre les territoires. »

### **La Voix du Nord : qu'en est-il justement du bassin minier ?**

François Grabarz : « Le rapport est tout simplement accablant. C'est vrai pour le taux de mortalité globale, précoce, liée aux cancers, etc. Si la région Nord – Pas-de-Calais est en progrès, le bassin minier lui est dans le rouge vif! Plus préoccupant encore, au sein même du bassin minier, il existe des disparités qui font apparaître le secteur de Lens-Liévin en queue de la queue du peloton. En règle générale, les taux de mortalité ici sont supérieurs de 35 à 65% par rapport à la moyenne nationale. »

### **La Voix du Nord : le rapport fait-il état des raisons ?**

François Grabarz : « L'offre de soins n'est pas le critère le plus important, grâce à l'offre historique de la CARMI, mais nous sommes mal organisés et notre public plus précaire qu'ailleurs est dérouté, désorienté. Il ne sait pas profiter de l'offre de soins existante. Les gens sont d'une telle frilosité qu'ils ne participent à aucune campagne de dépistage ou presque. C'est une catastrophe. Il faudrait les y obliger. Si la prévention jouait son rôle ici comme ailleurs, on pourrait faire chuter le nombre de morts d'environ 7000 personnes par an sur l'ensemble du bassin minier. »

## **Quelles solutions pour plus d'efficacité?**

Au-delà des investissements nécessaires pour rattraper les retards, quels sont les autres remèdes possibles ? François Grabarz en évoque plusieurs.

- Plus de prévention car elle coûte moins cher que tout ce que l'on peut faire après quand c'est déjà trop tard. La solution peut venir de cabinets groupés avec un, deux ou trois spécialistes sur place. Cela n'existe quasiment pas aujourd'hui. Il faudrait rendre la prévention obligatoire notamment en ce qui concerne le cancer du sein, des poumons, du cancer du côlon pour ne citer que les plus classiques.

- Prendre conscience des disparités entre les territoires. On entend aujourd'hui dire en France que l'on est passé à côté de l'épidémie d'obésité mais c'est faux. En tout cas, cela n'est pas vrai dans tous les territoires notamment le bassin minier où la situation s'est empirée depuis dix ans et nos précédentes études. En mettant l'accent sur ce point, l'ACM espère faire infléchir les nouvelles politiques de santé des territoires qui se mettent en place. Si nous obtenons des financements dédiés, nous vaincrons cette guerre et cela fera des économies en aval des filières. »

PAR YVES PORTELLI.

<http://www.lavoixdunord.fr/region/lensois-un-diagnostic-sans-concessions-sur-l-etat-de-ia35b0n2151621>